



# Assemblée générale

Distr. générale  
30 novembre 2011  
Français  
Original : anglais

---

## Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

### Compte rendu analytique de la 335<sup>e</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 30 septembre 2011, à 10 h 30

*Président :* M. Diallo. . . . . (Sénégal)

## Sommaire

Adoption de l'ordre du jour

Évolution de la situation depuis la dernière réunion du Comité

Situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et faits  
nouveaux intervenus dans le processus politique

Examen du projet de rapport du Comité à l'Assemblée générale

Autres questions

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications au présent compte rendu seront publiées dans un rectificatif.

11-52594X (F)



Merci de recycler

*La séance est ouverte à 10 h 40.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

1. *L'ordre du jour est adopté.*

### **Évolution de la situation depuis la dernière réunion du Comité**

2. **Le Président**, résumant quelques-uns des faits nouveaux et activités intervenus depuis la dernière réunion du Comité, dit que le Gouvernement israélien a poursuivi l'extension des colonies en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est en approuvant la construction de près de 4 000 logements en août et septembre. Les 25 août et 27 septembre, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. B. Lynn Pascoe, a fait un exposé au Conseil de sécurité sur la question de Palestine.

3. En août, les Gouvernements d'El Salvador, du Honduras et de Saint-Vincent-et-les Grenadines ont reconnu la Palestine comme un État indépendant, et, le 9 septembre, le Gouvernement du Belize a annoncé qu'il reconnaissait officiellement la Palestine comme un État indépendant et souverain à l'intérieur des frontières de 1967.

4. Le 2 septembre, le rapport de la Commission d'enquête chargée d'examiner l'incident maritime du 31 mai 2010 a été présenté au Secrétaire général. Un groupe de cinq experts indépendants des Nations Unies en matière de droits de l'homme, dont M. Richard Falk, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, ont critiqué le rapport, notamment la conclusion selon laquelle le blocus naval de la bande de Gaza par Israël avait été légal

5. Le 6 septembre, le Président du Mouvement des pays non alignés a annoncé que, au cours de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, les membres du Mouvement appuieraient l'action palestinienne visant à la reconnaissance d'un État indépendant de Palestine fondé sur les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, et à l'admission pleine et entière à l'Organisation des Nations Unies.

6. Le 18 septembre, le Comité spécial de liaison a rendu hommage à l'Autorité palestinienne pour sa mise en œuvre du programme du gouvernement et confirmé

que les institutions nécessaires à la formation d'un État palestinien étaient en place.

7. Le 23 septembre, le Président de l'Autorité palestinienne a présenté au Secrétaire général la demande d'admission de la Palestine à l'Organisation des Nations Unies. Plus tard ce même jour, le Secrétaire général a transmis la demande au Président du Conseil de sécurité. Le même jour également, le Quatuor s'est réuni et a publié une déclaration proposant une série de mesures et un calendrier en vue de la réalisation d'un accord de paix durable au Moyen-Orient d'ici à la fin de 2012.

### **Situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et faits nouveaux intervenus dans le processus politique**

8. **M. Mansour** (Observateur permanent de la Palestine) déclare que la communauté internationale a été le témoin d'un événement historique la semaine précédente, lorsque le Président de l'Autorité nationale palestinienne a présenté au Secrétaire général la demande d'admission de la Palestine en tant que membre à part entière à l'Organisation des Nations Unies. La majorité des membres de l'Assemblée générale ont reçu chaleureusement l'annonce de cette mesure au cours du débat général, honorant ainsi la lutte du peuple palestinien pour l'indépendance. Le Président n'est pas intervenu en son nom propre, mais a illustré la volonté de centaines de milliers de Palestiniens, en particulier ceux qui vivent sous occupation et dans les camps de réfugiés. Sans qu'il y ait recours à la violence, la demande d'admission marque le début d'un « Printemps palestinien », et indique bien que l'occupation israélienne doit cesser immédiatement.

9. Le fait que le Secrétaire général ait transmis la demande de la Palestine au Président du Conseil de sécurité dans l'heure de sa réception indique qu'elle remplit toutes les dispositions de la Charte se rapportant aux demandes d'admission. Le Président du Conseil est également intervenu rapidement et a fait immédiatement circuler la demande aux membres du Conseil. Lors d'une brève séance publique, le Conseil a décidé à l'unanimité de faire figurer la demande de la Palestine à son ordre du jour au titre du point « Admission de nouveaux membres » et de renvoyer la question au Comité d'admission de nouveaux membres du Conseil. Le Conseil délibère actuellement sur le

contenu de la demande; il émergera de ce débat un tableau plus net des positions des délégations.

10. Au cours des deux dernières années, avec l'aide des États Membres, en particulier le présent Comité, la Palestine a édifié des institutions de la gouvernance qui ont été reconnues par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Union européenne et les institutions des Nations Unies. À ce jour, 129 États ont reconnu officiellement la Palestine en tant qu'État et deux autres gouvernements ont annoncé leur intention de le faire dans les jours à venir, ce qui porterait le chiffre total à 131 – soit plus des deux tiers des membres de l'Assemblée générale. Il est clair que la communauté internationale souhaite avancer vers la fin du processus de la solution des deux États.

11. L'orateur espère que le Conseil assumera sa responsabilité et qu'il ne refusera pas à la Palestine son droit naturel et historique au statut d'État. Certaines parties exercent des pressions sur les délégations en vue de bloquer cette demande, mais il compte sur les nombreux amis de la Palestine au sein du Comité pour aider à convaincre le Conseil d'approuver la demande et de la transmettre à l'Assemblée générale. Lors de séances publiques et privées, un pays puissant doté du droit de veto, a exprimé son intention de faire obstacle aux efforts des Palestiniens, mais cela ne dissuadera pas sa délégation d'aller de l'avant. D'autres options, notamment l'action par l'intermédiaire de l'Assemblée générale, seront envisagées, le cas échéant.

12. En réponse à une déclaration récente du Quatuor, le Président de l'Autorité palestinienne a indiqué que la Palestine souscrivait à certains aspects de la position du Quatuor mais que d'autres appelaient des éclaircissements. Quelle que soit la manière dont le Quatuor souhaite procéder, le Président a bien précisé que la Palestine était disposée à négocier si Israël acceptait de tenir des pourparlers sur la base des frontières de 1967 et de cesser toutes activités de colonisation, qui étaient illégales, dans les territoires occupés, y compris Jérusalem-Est. Cependant, quelques jours à peine après que la publication de la déclaration par le Quatuor, le Gouvernement israélien a autorisé la construction de 1 100 logements illégaux à Jérusalem-Est occupée, rejetant manifestement ses obligations au titre de la Feuille de route pour la paix au Moyen-Orient. Par cette mesure, Israël a fermé la porte à des négociations avant qu'un premier pas ait pu même être franchi.

13. L'Autorité palestinienne a adressé nombre de lettres au Président du Conseil de sécurité et au Secrétaire général afin de transmettre les informations pertinentes relatives à ces actes criminels et ne fléchira pas sur la question des colonies. L'orateur prie instamment le Comité de continuer à condamner de telles activités et à exiger qu'il y soit mis fin. Les activités de peuplement sont en contradiction directe avec les négociations. La communauté internationale doit trouver les moyens de contraindre collectivement Israël à respecter ses obligations, ce qui constituerait une mesure l'incitant à mettre un terme à ses actions illégales et à ouvrir la voie aux négociations.

14. Le peuple palestinien compte sur les États Membres pour convaincre les membres du Conseil de sécurité d'appuyer sa demande d'admission, si bien qu'il soit difficile pour un seul pays de s'opposer à la marche de l'histoire. Le processus est entamé, et il est certain qu'avec l'aide du Comité, qui appuie la Palestine depuis 35 ans, le jour viendra où le drapeau de la Palestine sera hissé devant l'ONU.

#### **Examen du projet de rapport du Comité à l'Assemblée générale (A/AC.183/2011/CRP.2)**

15. **M. Borg** (Malte), Rapporteur, introduisant le projet de rapport du Comité à l'Assemblée générale, dit que, selon la pratique établie, le Secrétariat actualisera le rapport selon que de besoin pour tenir compte de tout fait nouveau qui pourrait intervenir avant qu'il ne soit soumis à l'Assemblée générale.

16. **M. Govender** (Afrique du Sud) dit que, si les paragraphes 5 et 19 du rapport résument les efforts récents entrepris par la Palestine pour se faire reconnaître comme État, le chapitre VII (Conclusions et recommandations du Comité) ne fait pas état de cette évolution. Il propose qu'une nouvelle recommandation, insérée avant le paragraphe 88 du rapport, exprime l'appui du Comité à la demande d'admission de la Palestine.

17. **M. Núñez Mosquera** (Cuba) appuie la proposition présentée par le représentant de l'Afrique du Sud et suggère que l'on ajoute un paragraphe 87 *bis*, déclarant que le Comité encourage le Conseil de sécurité à donner une suite favorable à la demande d'admission palestinienne.

18. **M. Mansour** (Observateur permanent de la Palestine) salue la proposition et dit qu'une déclaration d'appui du Comité à la demande palestinienne soumise

au Conseil de sécurité serait utile au cas où la demande serait portée devant l'Assemblée générale.

19. **M. Borg** (Malte), Rapporteur, invite les délégations de l'Afrique du Sud et de Cuba à présenter au Bureau un texte approprié qui, après consultations, sera inclus dans le projet de rapport.

20. **Le Président** invite le Comité à adopter le projet de rapport chapitre par chapitre.

#### *Chapitres I à VI*

21. *Les chapitres I à VI sont adoptés.*

#### *Chapitres VII*

22. **Le Président** considère que le Comité souhaite modifier le chapitre VII selon la proposition présentée.

23. *Il en a ainsi décidé.*

24. **Le Président** considère que le Comité souhaite adopter le projet de rapport dans son ensemble.

25. *Le projet de rapport est adopté dans son ensemble.*

#### **Autres questions**

26. **Le Président** dit que les deux stagiaires du territoire palestinien occupé ont commencé leur programme de formation destiné au personnel de l'Autorité palestinienne. En outre, deux fonctionnaires de l'Autorité palestinienne ont terminé un programme de formation de trois semaines organisé à Genève par la Division des droits des Palestiniens et l'unité de l'assistance au peuple palestinien de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED). Les stagiaires ont assisté à des réunions du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED, du Forum public de l'Organisation mondiale du commerce et du Conseil des droits de l'homme, et ont tenu des consultations avec les organismes des Nations Unies.

27. En dernier lieu, l'orateur rappelle que la séance spéciale réunie pour commémorer la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien aura lieu le 29 novembre et demande aux délégations d'être représentées au niveau des ambassadeurs.

*La séance est levée à 11 h 40.*